

COMMISSION NATIONALE DE DÉONTOLOGIE DE LA SÉCURITÉ

Saisine n°2008-52

AVIS ET RECOMMANDATIONS

de la **Commission nationale de déontologie de la sécurité**

à la suite de sa saisine, le 28 mai 2008,
par M. Louis MERMAZ, sénateur de l'Isère

La Commission nationale de déontologie de la sécurité a été saisie, le 28 mai 2008, par M. Louis MERMAZ, sénateur de l'Isère, des conditions de l'interpellation et l'arrestation de M. K.F. à la gare d'Austerlitz, alors qu'il s'apprêtait à partir en voyage scolaire pour visiter le mémorial d'Oradour-sur-Glane.

Elle a pris connaissance de la procédure judiciaire.

Elle a entendu M. K.F et Mme C.T., l'un des professeurs à l'initiative de ce voyage.

> LES FAITS

M. F.K., 21 ans, est lycéen au lycée professionnel François Truffaut dans le 3^{ème} arrondissement de Paris. Selon son conseiller principal d'éducation, c'est un élève très sérieux et assidu, « dont les résultats scolaires sont très satisfaisants ». Tout au long de l'année, avec leurs professeurs et l'association « Mémoire 2000 », deux classes ont étudié les problèmes relatifs aux génocides.

Le 20 mai 2008, il avait rendez-vous avec les autres élèves à 7h30 à la gare d'Austerlitz dans le but d'effectuer une visite du mémorial d'Oradour-sur-Glane.

Un premier rendez-vous était prévu au métro Oberkampf, mais ne trouvant pas ses camarades, M. F.K s'est rendu seul à la gare d'Austerlitz, où il est arrivé un peu en avance vers 7h20.

Avant qu'il ait pu rejoindre ses professeurs et camarades, deux policiers ont procédé à un contrôle d'identité. Sans pièce d'identité, il fut conduit au commissariat de la gare d'Austerlitz, où il fut fouillé par palpations. Etant appelé sur son portable par un de ses camarades inquiet de ne pas le voir, il eut juste le temps d'indiquer qu'il était au commissariat, avant que les policiers ne lui confisquent son téléphone. Alertée, Mme C.T., son professeur d'anglais, s'est rendue aussitôt au commissariat de la gare, où un gradé lui a indiqué que M. F.K. avait été arrêté car il n'avait pas de papiers sur lui. Elle fit valoir que ce lycéen était sous sa responsabilité dans le cadre d'une activité éducative, mais cet argument ne suffit pas à le faire libérer.

M. F.K. fut ensuite conduit au commissariat du 3^{ème} arrondissement, où il fut retenu en garde à vue pendant cinq heures et où il a subi une fouille à nu. A l'issue de celle-ci, il fut libéré et un rappel à la loi lui fut notifié.

Mme C.T. a décidé de laisser partir ses collègues avec les élèves à Oradour-sur-Glane, et de se rendre au lycée François Truffaut, où la communauté enseignante, déjà informée de la situation, avait organisé une mobilisation importante auprès des organisations syndicales d'enseignants et de cadres administratifs, de la mairie du 3^{ème} arrondissement et du rectorat.

> AVIS

M. K.F., de nationalité sénégalaise, voyageant avec une personne à qui ses parents l'avaient confié, est arrivé en France à l'âge de 14 ans en 2001 à la suite de révoltes au Sénégal. Il a rejoint son frère, résidant en France depuis 1997, en situation régulière. Ses parents sont restés au Sénégal ; il voulait faire des études en France.

Après plusieurs années d'études en France, il a obtenu un BEP de comptabilité et est actuellement en première année de baccalauréat professionnel.

Il a indiqué à la Commission que lors de la première demande de régularisation de sa situation, une personne de la préfecture lui a signalé « que les autorisations de séjour étaient de droit pour des enfants de 13 ans mais que pour ceux de 14 ans, cela allait être difficile ».

Lors de son contrôle d'identité en gare d'Austerlitz, il a indiqué à la Commission qu'il avait montré aux fonctionnaires de police une photocopie d'un accusé de réception du tribunal administratif de Paris à la suite du recours effectué contre l'arrêté préfectoral lui refusant le séjour et assorti de l'obligation de quitter le territoire français, notifié en 2005 et un récépissé du dépôt d'un dossier de demande de régularisation à la préfecture, en date du 14 mai 2008.

Mme C.T. a indiqué à la Commission qu'elle avait été étonnée lorsqu'au commissariat, un gradé lui avait dit que M. F.K. avait été interpellé sans papiers sur lui ; qu'elle avait même tenté de chercher dans son sac pour retrouver les papiers de M. F.K. dont elle savait être en possession, mais qu'elle en avait été empêchée par le fonctionnaire de police.

Lors de sa garde à vue du 20 mai 2008, il a indiqué qu'il avait reçu notification d'un arrêté préfectoral de reconduite à la frontière en 2005 ; qu'il avait fait, par l'intermédiaire de son avocat, une demande d'annulation de l'arrêté et que, malgré les relances faites, le tribunal, surchargé, n'avait pas statué.

La Commission peut comprendre l'état d'esprit de M. F.K., dont le grand-père était tirailleur sénégalais lors de la première guerre mondiale, qui, depuis son arrivée en France, n'a commis aucun délit et est inconnu des services de police, lorsqu'il dit avoir été choqué de ce qui lui est arrivé et que cela ne ressemble pas à ce qu'il a appris en cours.

Il ressort cependant de la procédure que le contrôle dont il a fait l'objet en vertu d'une réquisition du procureur de la République de Paris était légal.

Le placement en garde à vue pouvait également se justifier pour vérifier la situation de l'intéressé au regard de la régularité de son séjour en France. En revanche, la fouille à nu est manifestement abusive, compte tenu des motifs de sa garde à vue, de son comportement et du fait qu'il était totalement inconnu des services de police.

> RECOMMANDATIONS

Il conviendrait, qu'une fois de plus, les termes de la circulaire du 11 mars 2003 du ministre de l'Intérieur et ceux, complémentaires, de la note en date du 9 juin 2008 du directeur général de la police nationale, soient rappelés aux fonctionnaires ayant décidé cette fouille et qu'ils soient fermement invités à en respecter la lettre et l'esprit.

Adopté le 20 octobre 2008.

Pour la Commission nationale de déontologie de la sécurité,

Le Président,

Roger BEAUVOIS

Conformément à l'article 7 de la loi du 6 juin 2000, la Commission a adressé cet avis au ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales, dont la réponse a été la suivante :



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,
DE L'OUTRE-MER
ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Le Ministre

PN/CAS/N° 2009-141-0

Paris, le **9 JAN. 2009**
Ref. n° 08-350-RB/AB/2008-52

Monsieur le Président,

Par courrier du 21 octobre 2008, vous m'avez fait part des avis et recommandations adoptés par la Commission nationale de déontologie de la sécurité sur les conditions de l'interpellation et du placement en garde à vue de M. K F , lycéen de 21 ans de nationalité sénégalaise, à l'occasion d'une opération de contrôle d'identité, le 21 mai 2008, gare d'Austerlitz.

J'observe que la Commission ne relève pas de manquement à la déontologie dans les motifs et le déroulement du contrôle d'identité dont a été l'objet M. F . Les policiers agissaient, en application de l'article 78-2 du code de procédure pénale, dans le cadre d'une réquisition du procureur adjoint près le tribunal de grande instance de Paris.

L'interpellation de l'intéressé s'expliquait par l'existence d'un arrêté préfectoral de reconduite à la frontière. Son placement en garde à vue est donc intervenu dans le cadre d'une procédure judiciaire pour infraction à la législation sur les étrangers.

La Commission qualifie de « manifestation abusive » la fouille de sécurité avec déshabillage à laquelle M. F a été soumis. Le caractère systématique d'une telle pratique est en effet contraire à la lettre et l'esprit de la circulaire du 11 mars 2003 et ceux, complémentaires, de la note du directeur général de la police nationale du 9 juin 2008.

Anticipant la recommandation de la Commission, le directeur de la police urbaine de proximité a rappelé à l'ensemble des personnels placés sous son autorité les termes de ces deux textes par une note diffusée le 20 août 2008.

Par ailleurs, afin de limiter encore le recours à cette mesure de sécurité, des appareils manuels de détection des métaux ont été acquis et distribués, courant août, dans tous les services de la préfecture recevant des gardés à vue.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma considération distinguée. *et de mon souvenir très fidèle et cordial*

Michèle ALLIOT-MARIE

Monsieur Roger BEAUVOIS
Président de la Commission
nationale de déontologie de la sécurité
62, boulevard de la Tour Maubourg
75007 PARIS

ADRESSE POSTALE : PLACE BEAUVAU 75800 PARIS CEDEX 08 - STANDARD 01 49 27 49 27 - 01 40 07 60 60
ADRESSE INTERNET : www.interieur.gouv.fr